

Logiciel Cúram à 6,6 milliards :

Le Bloc Québécois propose une enquête publique et indépendante

Granby, le 13 février 2026 – Le chef du Bloc Québécois, Yves-François Blanchet, a suggéré lors d'une rencontre tenue ce 12 février avec le premier ministre, de mettre en place une enquête publique et indépendante sur la modernisation du système de versement des prestations, aussi connue sous le nom du logiciel Cúram, chargé du versement de la pension de la sécurité de la vieillesse.

« Le chef du Bloc Québécois a directement proposé au premier ministre de mettre en place une enquête publique et indépendante sur les ratés et les dépassements de coûts du logiciel Cúram. Il faut sortir cela de la sphère partisane, identifier les erreurs et établir comment les corriger, pour éviter les ratés qui ont privé de leur pension ou causé des problèmes à 85 000 aînés au Québec et au Canada. À cela s'ajoute l'explosion des coûts de l'ordre de près de 5 milliards, une somme complètement démesurée qui mérite qu'un observateur indépendant et non partisan puisse étudier cette affaire qui ébranle le gouvernement fédéral », a signalé la députée de Shefford, Andréanne Larouche.

Depuis plusieurs semaines, les médias et le Bloc Québécois mettent en lumière les inquiétants dépassements de coûts – qui s'élèvent à plus de 277% - de même que les importants impacts humains liés aux ratés de la modernisation du versement des prestations.

« Il est anormal de devoir attendre plus de neuf mois pour recevoir sa pension, encore moins quand on sait que le gouvernement a engouffré plus de 6 milliards de dollars dans le projet devant moderniser le versement de cette pension. Pour les 85 000 aînés qui souffrent des délais et autres manquements causés par Ottawa, comme pour les contribuables qui paient la note de ces dépassements de coûts démesurés, il faut mettre en place une enquête publique et indépendante qui saura dépolitiser cette affaire et nous donner le fin mot de l'histoire. C'est un dossier sur lequel j'ai bien l'intention de continuer à faire pression », a conclu la députée Larouche.

-30-

Source :

Ruth Potvin

514 349 5601